

« Qu'est devenue notre liberté ? »

Le président Frédéric Cuillerier a copieusement égratigné l'État, samedi matin, devant une assemblée de quelque 300 élus. Christian Bouleau aussi.

■ « Notre mandat de maire est devenu un leurre. Nous n'avons plus d'autonomie, plus de place, plus de pouvoir, plus de liberté... » Le ton était donné d'entrée de jeu samedi matin par le maire Christian Bouleau lors de la grand-messe des maires du Loiret qui se tenait à Gien.

C'est lui en effet qui lançait les hostilités contre l'État intrusif, dans son discours de bienvenue : « Je suis maire depuis 1995, ce mandat de proximité est le plus beau [...] sauf que les maires croulent aujourd'hui sous le poids de l'administration, des normes, des règlements », déclarait-il, fustigeant l'attitude de l'État qui ne favorise pas l'émergence des projets de territoires. « Je fais le vœu que les maires, adjoints, présidents d'EPCI, quelle que soit la taille de la commune, soient considérés et écoutés », a-t-il conclu.



Salle comble samedi matin à Gien pour la grand-messe de l'AML qui rassemble 334 communes, 2 communautés d'agglomération, 25 communautés de communes et 15 syndicats intercommunaux.

des nouvelles intercommunalités. Et de s'exclamer : « Où est passée notre liberté ? Qu'est devenue la liberté communale ? ». À cette occasion, il suggérerait d'ailleurs d'adopter un manifeste à

soumettre aux futurs candidats (de tous bords) aux élections présidentielles et législatives. Il s'agirait d'un acte d'engagement sur trois points : aucune nouvelle réforme du bloc communal jusqu'en 2020,

ne plus baisser les dotations aux collectivités locales jusqu'en 2020, et réduire le poids et le nombre des normes (il en existe 400.000 applicables aux collectivités locales !)

« Nous n'avons pas be-

soin de lois qui décident pour nous, qui nous expliquent comment nous organiser, comment gérer nos communes ». Face à l'auditoire du jour, Frédéric Cuillerier, avec ses deux mots d'ordre « con-

fiance et liberté », a forcément fait un tabac.

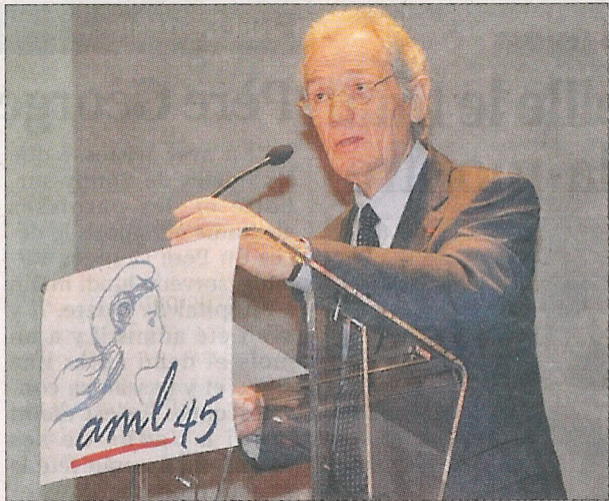
7,2 millions d'euros pour le Loiret

Au-delà de cette intervention, les élus ont validé les rapports d'activités et financier 2015, rappelant en détail chaque action, engagement et dépense, ainsi que les combats menés pour la DETR, la loi NOTRe et le schéma de coopération intercommunale. La bonne nouvelle du jour concernait les finances, suite à la création par le gouvernement d'un fonds d'investissements d'un milliard d'euros, dont 7,2 millions pour le Loiret, pour aider les communes et intercommunalités. « L'argent sera distribué à partir du 15 avril », a annoncé le président Cuillerier.

Tous ces sujets et bien d'autres ont été abordés lors des ateliers proposés l'après-midi. Et pour la table ronde, c'est la réforme, de la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui avait été choisie. Une inépuisable source de discussions. Dans le Loiret comme ailleurs, l'argent reste le nerf de la guerre...

Le temps est venu de faire une pause

Le président Frédéric Cuillerier prenait le relais et ne disait pas autre chose, renchérissant sur le même sujet et estimant « que le temps est venu de faire une pause dans les réformes. Et même une triple pause ! Pause dans les réformes des collectivités locales, pause dans la baisse des dotations de l'État et pause dans la création de nouvelles normes. ». Au nom de l'AML, il a d'ailleurs soutenu la proposition de loi pour obtenir une année supplémentaire pour la mise en œuvre effective



Frédéric Cuillerier, président de l'AML 45.